

**Rapport du Président**

Commission Permanente du  
vendredi 4 octobre 2013

**Service instructeur**

Service du Développement économique, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

N° CP-2013-9-2-1

**Service consulté**

Agence de Développement Touristique  
de Haute-Alsace

**AIDE A L'HOTELLERIE**

Résumé : Il est proposé d'attribuer un montant global de subventions de 58 733,50 € en faveur des 2 porteurs de projets suivants :

- 56 500 € à la SARL L'Alexain Hôtel Restaurant 3 Epis
- 2 233,50 € à la SARL Au relais d'Alsace

d'approuver la convention à intervenir avec la SARL L'Alexain Hôtel Restaurant 3 Epis et de m'autoriser à la signer.

Le Conseil Général du Haut-Rhin a adopté en date du 20 octobre 2006 un dispositif d'aide à l'hôtellerie familiale et indépendante commun aux trois collectivités alsaciennes qui a vu la mise en place d'un guichet unique dans chaque département.

Ainsi, l'Agence de Développement Touristique de Haute-Alsace instruit techniquement les dossiers pour le compte commun du Conseil Général du Haut-Rhin et du Conseil Régional d'Alsace.

Ce dispositif harmonisé d'aide à l'hôtellerie familiale et indépendante a été révisé le 30 mars 2012 par l'Assemblée Départementale. Un projet d'investissements hôteliers est impacté par cette révision avec la mise en place d'une bonification de l'aide départementale de 5 % en complément du dispositif commun (en tout état de cause l'aide cumulée des deux collectivités départementale et régionale ne pourra pas dépasser 100 000 € par entreprise sur 3 ans).

Vous trouverez la liste des deux opérations pour lesquelles il vous est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 58 733,50 €.

- d'accorder une aide plafonnée à 56 500 € à la SARL « L'Alexain Hôtel Restaurant 3 Epis Alsace » pour les travaux de restauration de l'hôtel-restaurant L'Alexain aux TROIS EPIS, d'approuver la convention correspondante jointe en annexe et de m'autoriser à la signer ;
- d'accorder une aide de 2 233,50 € à la SARL Au Relais d'Alsace pour des études préalables au projet d'agrandissement du Relais d'Alsace à ROUFFACH ;

- de prélever les crédits sur le chapitre 204, fonction 94, natures 20422 et 20421, programme F241 du budget départemental.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke that extends to the right.

Charles BUTTNER

**DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE  
DU 4 OCTOBRE 2013**

**Hébergements – AIDE A L'HOTELLERIE  
PROGRAMME 2013**

Bénéficiaire	Libellé de l'opération	Montant subventionnable retenu	Taux	Montant de la subvention	Cadre d'intervention
<p><b>SARL L'ALEXAIN HOTEL RESTAURANT 3 EPIS ALSACE</b></p> <p><b>HEB04209</b></p>	<p><b>HOTEL RESTAURANT L'ALEXAIN aux TROIS EPIS</b> Restauration en profondeur du bâtiment : - travaux de gros œuvre et second œuvre liés au réaménagement des chambres - travaux de gros œuvre et second œuvre liés à la rénovation complète des salles de bains, du chauffage et de la climatisation - travaux de gros œuvre et second œuvre liés à la création d'un espace loisirs et spa - rénovation de la cuisine - mises aux normes de sécurité et d'accessibilité - honoraires</p> <p>Cofinancement : CONSEIL REGIONAL D'ALSACE : 43 500 €</p>	580 000€	12,5 %	56 500,00 € (plafond)	Règle de minimis
<p><b>SARL AU RELAIS D'ALSACE</b></p> <p><b>HEB04208</b></p>	<p><b>AU RELAIS D'ALSACE à ROUFFACH</b> Etudes préalables au projet d'agrandissement de l'établissement hôtelier</p> <p>Cofinancement : CONSEIL REGIONAL D'ALSACE : 2 233,50 €</p>	8 934,00 €	25 %	2 233,50 €	Règle de minimis
	<b>TOTAL :</b>	<b>588 934,00 €</b>		<b>58 733,50€</b>	



100 avenue d'Alsace  
BP 20351  
68006 COLMAR  
CEDEX

**OBJET DE LA CONVENTION :**  
**SOUTIEN A L'HOTELLERIE FAMILIALE ET INDEPENDANTE**  
Hôtel Restaurant « l'Alexain » - TROIS EPIS

**CONVENTION DE FINANCEMENT**

pour la période du .....au .....

**Date de notification de la convention :**

**Durée de la convention :**

*10 ans à compter de la date de notification au  
bénéficiaire de la convention signée entre les  
parties*

**Montant de la participation:      56 500 €**

**Imputation :** Budget      : 2013  
Chapitre      : 204  
Fonction      : 94  
Nature      : 20422

**Nom et adresse du bénéficiaire de la  
subvention :**

**SARL « L'ALEXAIN HOTEL RESTAURANT  
3 EPIS ALSACE »**  
*10, rue Thierry Schoeré  
68410 LES TROIS EPIS*

**Nom et adresse de la SCI :**

**SCI « REPUBLIQUE MESSAI »**  
*33, rue de la République  
67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS*

**SUIVI DU DOSSIER AU DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN:**

Service du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme (SEU)  
Tél. 03.89.30.64.34

**ORDONNATEUR :** le Président du Conseil Général du Haut-Rhin

**COMPTABLE :** le Payeur Départemental – 100 avenue d'Alsace  
68006 COLMAR Cedex Tél. 03.89.41 09 14

## CONVENTION

**Soutien à l'hôtellerie familiale et indépendante :**

**« Hôtel Restaurant l'Alexain » - TROIS-EPIS**

### ENTRE

**Le Département du Haut-Rhin**, dont le siège est 100 avenue d'Alsace – BP 20351 – 68006 COLMAR CEDEX, représenté par le Président du Conseil Général, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente en date du **4 octobre 2013**,

ci-après désigné "Le Département"

**d'une part,**

### ET

**La S.C.I « REPUBLIQUE MESSAI »**, propriétaire des murs ,  
**La Sàrl « L'ALEXAIN HOTEL RESTAURANT 3 EPIS ALSACE »**, dont le siège est **10, rue Thierry Schoeré - 68410 LES TROIS EPIS**, représentée par **M. Sabri MESSAI**, gérant, exploitant l'Hôtel Restaurant sous l enseigne « **l'Alexain** », sis aux **TROIS-EPIS**,

ci-après désigné "Le bénéficiaire"

**d'autre part,**

### VU

- ↳ Le traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 87 et 88 ;
- ↳ Le règlement 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant les aides de MINIMIS ;
- ↳ Le règlement général d'exemption par catégorie n°800/2008,
- ↳ Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1511-2 et L 3232-1,
- ↳ La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment en son article 10
- ↳ Le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- ↳ La délibération du Conseil Général n° 2006/V-2è/19 du 20 octobre 2006,
- ↳ La délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n°2è/30-07 du 11 mai 2007,
- ↳ La délibération du Conseil Général n°CG-2008-5-2-6 des 11 et 12 décembre 2008,
- ↳ La délibération du Conseil Général n° CG-2009-5-2-2 du 10 décembre 2009,
- ↳ La délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n° CP-2010-3-2-1 du 26 février 2010,
- ↳ La délibération du Conseil Général n° CG-2011-5-2-4 du 8 décembre 2011,
- ↳ Le règlement financier de la Collectivité ;
- ↳ La délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n° CP 2013..... du 4 octobre 2013.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## I. OBJET DE LA CONVENTION

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités de versement de la participation départementale au projet de réaménagement de l'hôtel restaurant « **l'Alexain** » aux **TROIS-EPIS**.

En cas de nécessité, la présente convention pourrait être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention accordée pourrait notamment être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par d'autres instances si leur cumul s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

### ARTICLE 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, établie en trois exemplaires originaux, prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire d'un exemplaire original signé par les parties.

Elle est conclue pour une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur, pendant laquelle le bénéficiaire s'engage à maintenir l'exploitation de son établissement.

## II. ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

### ARTICLE 3 – MONTANT DE L'AIDE DEPARTEMENTALE

La participation départementale, d'un montant plafonné à **56 500 €**, représente **12,5 %** du montant prévisionnel des travaux éligibles estimés à **580 000 € HT** (honoraires inclus).

### ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la présente convention, la subvention sera créditée au compte du bénéficiaire ouvert à la **Banque Populaire d'Alsace**, sous le N° **17607 00001 70218830690 / 85**.

Elle sera versée conformément aux dispositions prévues dans le cadre du dispositif d'aide à l'hôtellerie et du règlement financier en vigueur au moment de l'octroi de l'aide :

#### → Versement unique en fin de réalisation de l'opération

sur présentation :

- d'un décompte financier définitif de l'opération, avec copie des factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable,
- d'une justification de la participation à un cycle de formation (cf article 7),
- de l'attestation de classement en hôtel de tourisme (2 étoiles minimum)

### **III. ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE**

#### **ARTICLE 5 – DEFINITION DU PROGRAMME DEVANT ETRE REALISE PAR LE BENEFICIAIRE :**

Le bénéficiaire de l'aide du Département s'engage à réaliser les travaux suivants :

- travaux de gros œuvre et second œuvre liés au réaménagement des chambres
- travaux des gros œuvre et second œuvre liés à la rénovation complète des salles de bains, du chauffage et de la climatisation
- travaux de gros œuvre et second œuvre liés à la création d'un espace loisirs et spa
- rénovation de la cuisine
- mises aux normes de sécurité et d'accessibilité

En cas de réalisation par le bénéficiaire de travaux autres que ceux sus-énumérés, ils ne pourront être subventionnés par le Département.

En effet, seuls sont éligibles à l'aide du Département les investissements retenus lors du dépôt du dossier de demande de subvention et réalisés par le bénéficiaire de la subvention, destinataire de la présente notification.

#### **ARTICLE 6 – DELAI DE REALISATION DU PROGRAMME ET DE JUSTIFICATION DES DEPENSES**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de trois ans à compter de la notification de la subvention pour achever les travaux et transmettre les pièces nécessaires au paiement de la subvention.

#### **ARTICLE 7 – CONTREPARTIES OBLIGATOIRES ET RECOMMANDATIONS**

Le bénéficiaire et le cosignataire de la présente convention décennale s'engagent à respecter les contreparties suivantes :

- Maintien de l'activité et de la structure juridique d'exploitation familiale et indépendante pendant 10 ans ;
- Participation à un cycle de formation (amélioration de la qualité de l'accueil et des prestations par rapport aux évolutions du marché, connaissance du patrimoine local, mise en oeuvre de nouvelles technologies, mise en oeuvre ou participation à une politique d'animation et de promotion, etc.) ;
- Le bénéficiaire s'engage, à répondre aux enquêtes contribuant à l'observation économique et sociale du tourisme, en particulier celles réalisées par ou pour l'Observatoire Régional du Tourisme (ORT), pendant une durée minimum de 3 ans ;
- Affichage pendant la durée des travaux d'un panneau indiquant le concours financier du Conseil Régional et du Conseil Général ;
- Faire mention des aides du Département et de la Région sur les supports de communication (site internet, dépliants,...) ;

Le non-respect de l'ensemble de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide départementale.

Le bénéficiaire et le cosignataire de la présente convention sont invités à suivre les recommandations suivantes :

- Adhésion à une charte de qualité, ou à un groupement de commercialisation ;
- Mise en place au sein de l'établissement d'un espace de diffusion de la documentation touristique locale, départementale ou régionale émanant des Offices de Tourisme, de l'Agence de Développement Touristique de Haute-Alsace (ADT) et du Comité Régional du Tourisme (CRT) ;
  
- Participation effective aux actions de développement touristique menées par les offices de tourisme (adhésion) au niveau local ou intercommunal, et par l'ADT et le CRT (intégration au minimum à une des thématiques ou cibles de promotion)
- Adhésion à un organisme de promotion touristique.

#### **IV. RESILIATION ET SANCTIONS**

##### **ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois, mais sans indemnité en cas de dissolution, de faillite ou de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'entreprise bénéficiaire de la subvention.

L'inobservation du délai de transmission des pièces justificatives prévu par le règlement financier en vigueur au moment de l'octroi de l'aide entraînera la résiliation de la convention. La partie de subvention correspondant aux dépenses tardives ou non justifiées dans le délai imparti sera annulée d'office par le Département.

Par ailleurs, en cas de non respect par le bénéficiaire d'une quelconque de ses obligations prévues par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

##### **ARTICLE 9 – REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION :**

En cas d'utilisation des sommes versées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le Département ordonnera le reversement des sommes irrégulièrement utilisées et suspendra le versement des sommes non utilisées.

En cas de cessation de l'activité avant la période de dix ans requise aux articles 2 et 7, il sera demandé au bénéficiaire un remboursement au prorata-temporis de la subvention versée. En cas de reprise de l'activité du bénéficiaire par un autre exploitant, il pourra être demandé un remboursement en tout ou partie de la subvention versée.

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner, outre l'interruption de l'aide financière par le Département, la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués et la non prise en compte des demandes de subventions présentées ultérieurement par le bénéficiaire.

#### **V. REVERSEMENT DE L'AIDE A LA SCI**

##### **ARTICLE 10 :**

Le bénéficiaire de la subvention est autorisé, dans la mesure où cela est indispensable à la réalisation du projet aidé, à verser l'intégralité de la subvention à la S.C.I. cosignataire de la

présente convention, qui en accepte ainsi les droits et obligations afférents, et qui s'engage à en respecter l'ensemble des dispositions.

Dans ce cas, les pièces justificatives devront être cosignées par le bénéficiaire de la subvention et par la SCI (voir art. 4).

En cas de reversement de l'aide conformément à l'alinéa premier, le bénéficiaire et la SCI sont solidaires de l'ensemble des obligations de la présente convention.

Ainsi, en cas d'application des dispositions de l'article 9 de la présente, le Département du Haut-Rhin pourra exiger le remboursement de tout ou partie de l'aide départementale soit du bénéficiaire et de la SCI, soit de la SCI, soit du bénéficiaire. En effet, le bénéficiaire et la SCI sont solidairement responsables du paiement de la créance départementale qui pourrait résulter de l'application de l'article 9.

## VI. DIVERS

### **ARTICLE 11 – EXECUTION:**

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Départemental du Haut-Rhin – 100 avenue d'Alsace – 68006 COLMAR Cedex.

### **ARTICLE 12 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège du Département du Haut-Rhin – 100 avenue d'Alsace – 68006 COLMAR Cedex.

### **ARTICLE 13 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort du Département du Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, en trois exemplaires originaux, le.....

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président du Conseil Général,

Fait à ....., le .....

Pour la SCI « REPUBLIQUE MESSAI »,  
Mme Francine MESSAI, gérante  
(cachet + signature)

Fait à ....., le .....

Pour la SARL « L'ALEXAIN HOTEL  
RESTAURANT 3 EPIS ALSACE »  
M. Sabri MESSAI, gérant  
(cachet + signature)